



BULLETIN de PRESSE représentation en France

81-83, RUE DE LA VERRERIE — 75004 PARIS — 271.81.45 — TELEX 213184

3 Mars 1982 N° 18

A PROPOS DES ELECTIONS.

Le Président de Panama, Mr Aristides Royo a affirmé que son pays ne va pas envoyer des observateurs aux élections salvadoriennes puisqu'il n'y croit pas. "Les élections ne représentent pas une solution de paix aux problèmes d'El Salvador" a déclaré le Président Panaméen.

De même le gouvernement italien ne va pas envoyer des observateurs aux élections du 28 Mars au Salvador, auxquelles participe la Démocratie Chrétienne salvadorienne.

Le vice-président de l'Internationale Socialiste, Mr R. Steen a déclaré que la situation en Amérique Centrale et au Salvador impose des solutions politiques. Mr. Steen, Président du Parti Social-Démocrate de Norvège, et représentant du Président de l'Internationale Socialiste, Mr Willy Brandt, a déclaré que dans les conversations qui sont nécessaires pour résoudre le problème salvadorien, toutes les parties du conflit doivent participer.

Le Comité des mères et familles des prisonniers et disparus politiques condamnent

Le Comité des mères et familles de prisonniers et disparus politiques du Salvador a condamné les élections du 28 Mars. "C'est avec une profonde douleur que nous avons vu durant les allocutions radiophoniques les dirigeants politiques (qui participent à la campagne électorale) faire mine de se disputer entre eux. Cependant, jamais les problèmes du peuple ne sont posés." "Aucun gouvernement ne peut parler d'élections libres dans un climat de violation des droits humains comme celui qui existe au Salvador," ont-ils dénoncé.

UNE LETTRE DU PRESIDENT DU PARLEMENT EUROPEEN.

Dans une lettre adressée au Comité de Solidarité avec le peuple d'El Salvador, le Président du Parlement Européen P. Dankert, déclare :

"Le Parlement européen, sur l'initiative du groupe socialiste et du groupe du parti populaire européen, a arrêté le jeudi 17 Septembre 1981 une résolution sur le Salvador qui manifeste la préoccupation des parlementaires européens à propos de la situation au Salvador, caractérisée par des affrontements dégénérant en guerre civile et aggravée par le problème croissant des réfugiés au moment où sévissent de sérieuses difficultés économiques.

Le Parlement condamne les formes de violation des droits de l'homme, de terreur et de violence, quels qu'en soient les responsables et demande qu'il y soit mis fin immédiatement.

En tant que Président du Parlement européen, je me dois d'encourager toutes les initiatives qui peuvent contribuer à un arbitrage entre la junte et le gouvernement d'une part et le FDR d'autre part.

Je suis convaincu que la situation au Salvador ne peut être assainie que par la mise en oeuvre d'une solution politique déterminée et ratifiée par le peuple salvadorien lui-même, dès lors

42 P. 11798

qu'elle répondra à ses exigences de paix, de justice et de liberté que notre parlement a toujours soutenues."

Mgr. RIVERA Y DAMAS DENONCE

L'Archeveque de San Salvador, Mgr. Rivera y Damas, a condamné l'augmentation des arrestations qui ont lieu sur simple soupçon ou sur une dénonciation de personnes proches des patrouilles militaires.

Le religieux a aussi critiqué l'utilisation de la violence physique durant les interrogatoires et il a indiqué que dans de nombreux cas, l'église a été témoin et victime de ces excès.

Quant aux élections de mars prochain, Mgr; Rivera y Damas a déclaré que les forces armées doivent être séparées du pouvoir réel pour arriver à une solution politique du conflit.

L'ARMEE DE LA JUNTE ASSASSINE UN RESPONSABLE DE LA CROIX ROUGE

Des effectifs de l'armée de la junte militaire ont donné la mort samedi à Guazapa -à 30 km. au nord de la Capitale- à Alejandro Rodriguez Romero ; il a été tué pour avoir refusé de fournir les véhicules de la Croix Rouge que l'armée réclamait pour le transport des troupes du régime.

Cet assassinat prouve une fois de plus l'attitude des forces gouvernementales, qui cherchent à se protéger dans les symboles de la Croix Rouge en violant régulièrement les accords de Genève.

NOUVELLES ARRESTATIONS

Le Comité des Prisonniers Politiques dénonce dans un document émis à la prison de Santa Tecla, que les captures pour des motivations politiques ont augmenté à la veille des élections;

Dans cette prison, situé à 12 km. à l'ouest de San Salvador, ainsi que dans celle de Mariana, 36 personnes sont rentrées récemment portant des traces de tortures.

SITUATION MILITAIRE

Tandis que le Gral. José Garcia reconnaissait que des violents combats se sont enregistrés dans la région située entre les départements de Cabanas, Cuscatlan, San Salvador et San Vicente, une opération de sabotage a laissée sans électricité les villes de Guazapa, Aguilares, Paisnal et Apopa, à 30 km. de la Capitale.

A Morazan, les forces du FMLN ont encerclé la ville de San Francisco de Gotera, occupé la localité de Yamabal -à 8 km. de San Francisco de Gotera- et contrôlent la route qui conduit vers la frontière avec l'Honduras.

Radio Venceremos a dénoncé les bombardements réalisés par l'Artillerie et l'Aviation de la Junte contre la région du Volcan de Guazapa, zone contrôlée par le FMLN à 35 km. au nord de San Salvador. Ces bombardements font partie d'une vaste opération de ratissage lancée depuis le département de Cabanas vers le Sud et de San Vicente vers le Nord, dans l'espoir de réduire la mobilité des forces de la résistance.

Des stations de Radio Centoaméricaines ont informé que près de deux mille effectifs de l'armée ont participé à une opération d'urgence sur le Volcan de Guazapa. Des porta-paroles officiels ont indiqué que les combats les plus durs se sont livrés dans les zones connues comme "Palo Grande" et "La Presa"; ils ont ajouté que les rebelles se maintiennent fermes sur leurs positions.

Pour sa part le FMLN a confirmé qu'il garde le contrôle de la zone et fait le bilan des pertes de l'armée : une cinquantaine de soldats a trouvé la mort, un hélicoptère a été abattu et un important matériel militaire a été récupéré. Les forces gouvernementales ont été obligées de se replier. De toute évidence, la visite du général Garcia à ses troupes aux alentours du volcan, n'apas réussi à leur remonter le moral.!

Par ailleurs 70 soldats dirigés par un lieutenant ont déserté de la caserne de San Carlos dans la capitale salvadorienne et 15 autres de la caserne "El Paisnal" située à 40 Km au nord de San Salvador. Le FMLN a fait sauter le pont qui reliait le village "El Triunfo" (sur la route panaméricaine) avec Sesori, au nord du département de San Miguel et celui qui se trouvait sur le chemin de Sesori, vers Nuevo Eden de San Juan, localité proche du fleuve Lempa, à quelques kilomètres de la frontière avec le Honduras. Ces ponts servaient d'accès aux militaires vers les zones contrôlées par le FMLN. Dans le département d'Usulután le pont qui relie le chef-lieu à la localité de Jiquilisco (à 110 Km au sud-est de San Salvador) a été dynamité.

Intervention hondurienne.

Des troupes honduriennes ont traversé le département de Cabanas et envahi le nord de San Vicente pour appuyer l'armée salvadorienne dans l'offensive qu'elle a lancée depuis le 28 février contre les forces du FMLN. L'artillerie hondurienne a participé notamment aux combats qui ont eu lieu dans la zone d'Aravilla, au bord du fleuve Tipigualpa qui divise les départements de Cabanas et de San Vicente, a informé Radio Farabundo Martí. A la suite de cette intervention, une manifestation a eu lieu à Tegucigalpa, demandant l'arrêt de la participation hondurienne à la répression au Salvador.

LE CONGRES NORD-AMERICAIN POUR UN CHANGEMENT DE POLITIQUE AU SALVADOR.

Le Président du Congrès des Etats-Unis Thomas O'Neill, s'est prononcé pour la suspension immédiate de l'aide militaire au Salvador. Il a déclaré que des négociations entre les forces de la guérilla et la junte militaire seraient souhaitables après les élections du 28 Mars.

Thomas O'Neill a par ailleurs appuyé l'aide économique au Salvador, en soulignant que sans cette aide "l'économie salvadorienne s'écroulerait." D'autre part il a envoyé une délégation au Salvador pour s'informer directement de la situation interne. A son retour il a déclaré au cours d'une conférence de presse qu'aucune circonstance ne pourrait justifier l'envoi de troupes dans ce pays. "Je ne vois pas comment le Salvador deviendrait un autre Viet-Nam." a-t-il dit.

Clairbone Pell, sénateur démocrate, a participé à la délégation en Amérique Centrale. Il a publié un article paru les 27 et 28 février dans le Herald Tribune, que nous reproduisons intégralement:

" De retour d'un voyage en Amérique Centrale je suis profondément inquiet de voir que les Etats-Unis sont en train de faire, dans leur attitude avec le Salvador et le Nicaragua, les mêmes erreurs qu'ils ont faites avec Cuba il y a 20 ans. En isolant Cuba et en agissant contre le régime de Castro, les Etats-Unis ont contribué largement à faire de Cuba un exportateur d'un communisme particulièrement virulent et a conduit Cuba dans les bras de l'Union Sovietique. En bref

la politique des Etats-Unis a aidé à créer un monstre. L'administration Reagan qui donne le Nicaragua perdu aux mains des communistes est engagée dans une féroce campagne pour classer ce pays au rang de nation renégate de l'hémisphère, de marionnette aux mains de Cuba et de menace pour le Salvador, voire toute l'Amérique Centrale. La tendance de l'administration a isoler le Nicaragua, les menaces de subversion et le blocus militaire rappellent de manière importante l'attitude antérieure des Etats-Unis envers Cuba.

Il y a au Nicaragua des tendances préoccupantes, mais beaucoup de libertés fondamentales existent ainsi que la possibilité de réorienter le Nicaragua vers une société pluraliste. Mais même si le Nicaragua devient un état marxiste, tout n'est pas nécessairement perdu. Le Nicaragua pourrait devenir une mini-Yougoslavie au lieu d'un mini Cuba, et il dépend beaucoup des Etats-Unis de déterminer quelle voie le Nicaragua va suivre.

Des officiers du gouvernement du Nicaragua m'ont dit, pendant ma visite, qu'ils souhaiteraient avoir de bons rapports avec les Etats-Unis. Comme preuve de leur bonne foi, ils ont dit qu'ils permettraient la création de patrouilles dans les frontières pour assurer qu'il n'y a pas d'armes qui vont du Nicaragua au Salvador. Cette offre devrait être acceptée.

Au Salvador, l'administration déclare ses essais pour empêcher que le pays devienne un autre Nicaragua. Cet objectif ignore, non seulement les possibilités d'une diplomatie créative vis à vis du Nicaragua mais aussi la possibilité d'une négociation avec les forces de la guérilla.

Les élections législatives

Le 28 Mars le Salvador va élire une nouvelle assemblée constituante, qui sera chargée de rédiger une nouvelle constitution, nommer un président provisoire et établir les bases pour les élections présidentielles de 1983. Jose Napoléon Duarte, un démocrate chrétien qui est l'actuel président non démocratiquement élu de la junte issue du coup d'état de 1979, espère devenir d'abord le président provisoire et ensuite le président élu. L'opposition de gauche ne participe pas dans ces élections par crainte de représailles militaires. Pourtant, sans leur participation, les élections ne mettront pas fin aux combats. Si les forces de la guérilla gagnent éventuellement la guerre, l'appui qu'aujourd'hui les Etats-Unis donne à la Junte, va diminuer les possibilités des Etats-Unis d'avoir une influence dans un gouvernement formé par la guérilla.

Si les forces de droite dirigées par Roberto D'Aubuisson gagnent les élections, le résultat sera une augmentation de la répression qui, à son tour fera accroître l'appui populaire à la guérilla. Dans ce cas, les Etats-Unis devraient couper immédiatement l'aide militaire au Salvador et essayer de dialoguer avec la guérilla et ses alliés politiques, parce que ils seraient le futur pouvoir comme les Sandinistes l'ont été au Nicaragua.

Cependant, si Duarte gagne - comme je prévois - il aura l'autorité pour commencer lui même le dialogue avec la guérilla. Washington doit encourager cela, parce que Duarte n'aura pas une victoire militaire, sans une gigantesque aide militaire des Etats-Unis, ou un engagement militaire direct, ces deux alternatives ne seraient pas tolérées par le peuple et le Congrès Nord-Américains.

Le dialogue avec la guérilla - qui n'est pas toute communiste - pourrait être inspiré dans le modèle qui a réussi au Zimbabwe. Dans ce pays les deux parties se sont mis d'accord sur un mécanisme électoral équitable, le cessez le feu et une intégration des forces militaires qui avaient auparavant combattu l'une contre l'autre.

Le gouvernement qui soit le produit d'une solution négociée au Salvador pourrait ne pas être entièrement du goût des Etats-Unis, notamment si le seul objectif de Washington est d'obtenir une victoire contre le

communisme soviético-cubain aux frais du peuple salvadorien. Mais un gouvernement teinté de gauche, même s'il intègre des marxistes, ne représenterait pas forcément un désastre pour les États-Unis et les voisins du Salvador. Si Washington laissait entendre qu'il ne s'opposerait pas à un gouvernement de gauche par principe, le Salvador pourrait évoluer vers une société du type Yougoslave plutôt que cubain. Jeter des armes et des conseillers militaires comme réponse à des problèmes politiques, économiques et sociaux, ne sera pas une solution au Salvador et peut au contraire, contagier une forme de communisme, empoisonnant toute l'Amérique Centrale. Une négociation politique est la seule solution."

L'INTERVENTION NORD-AMERICAINE AU SALVADOR

Le Front Farabundo Marti pour la Libération Nationale (FMLN) a dénoncé que les États-Unis ont envoyé du matériel militaire au Honduras, premier pas dans la préparation d'une possible intervention militaire au Salvador.

Les services d'intelligence du FMLN ont détecté samedi et dimanche derniers l'atterrissage d'avions de transport des forces armées Nord-Américaines à l'aéroport de Toncontin, à Tegucigalpa, capitale de l'Honduras. De l'avion Hercules C-130 ont été déchargés du matériel militaire, qui sembleraient destinés à une intervention de l'armée du Honduras dans le conflit au Salvador, à déclaré le FMLN.

Le président de la Commission des Forces Armées du Sénat Nord-Américain, John Tower, a reconnu que les États-Unis interviendraient militairement au Salvador seulement en dernier recours.

Dans une conférence de presse tenue à Houston, Texas, Tower a précisé que l'intervention des forces nord-américaines dans cette région, n'est pas considéré nécessaire, pour le moment.

Il a signalé que la situation au Salvador et dans d'autres pays de la région est "très critique" pour la sécurité des États-Unis.

Cependant, l'amiral Harry Train, commandant de la flotte de guerre dans l'Atlantique, a reconnu à Bogota, que Washington a des projets d'intervention militaire au Salvador. Il a ajouté que les pays qui ont des intérêts en Amérique Centrale et dans les Caraïbes peuvent agir indépendamment "pour leur défense" au cas où ils seront menacés.

L'ARGENTINE FACE AU SALVADOR

Le gouvernement militaire argentin entamera une ronde de consultations à différents niveaux pour définir sa politique face à la situation centraméricaine, a-t-on informé à Buenos Aires.

C'est dans cet intérêt que s'inscrit l'arrivée de l'ambassadeur argentin auprès de l'organisation des États Américains (OEA), Raul Quijano.

Récemment, des journaux nord-américains ont révélé que le président de ce pays, Ronald Reagan, prononcera un discours auprès du conseil permanent de l'OEA où il pourrait proposer l'emploi en Amérique Centrale des forces militaires d'autres pays, entre autres l'Argentine.

Ce panorama coïncide, disent les analystes locaux, avec l'arrivée du colonel Rafael Flores, chef de l'État Major de l'armée Salvadorienne invité par son collègue argentin, le général de division José Antonio Vaquero.

Sa visite a contribué à accroître les soupçons des partis politiques d'opposition sur le véritable rôle qui joue le gouvernement argentin dans le conflit salvadorien.

Parmi ses activités figure une rencontre avec le président, le lieutenant général Leopoldo Galtieri. On a dit aussi que le colonel Flores

Lima visitera des usines et des installations militaires argentines, dont le gouvernement a été l'un de ceux qui ont apporté une aide ferme -fondamentalement économique- au régime du Salvador.

Les autorités militaires Argentines ont été accusées à plusieurs reprises d'appliquer cette politique et même le ministre nicaraguayen des Affaires Etrangères, Miguel d'Escoto, a dénoncé l'intervention Argentine dans un complot contre son pays.

L'arrivée du colonel Flores Lima coïncide avec les versions contradictoires issues des sources officielles d'Argentine et du Salvador sur la position que le gouvernement de Buenos Aires adoptera face à une éventuelle guerre civile au Salvador.

Selon la presse de Buenos Aires, le ministre de la Défense Salvadorien, général José Guillermo Garcia n'écarte pas une assistance Argentine dans le conflit qui affrontent la junte civico-militaire et la guérilla. Par ailleurs le président argentin général Leopoldo Galtieri niait la possibilité d'un envoi de troupes à l'armée salvadorienne.

D'autre part, la visite du colonel Flores Lima a suscité des nombreuses réactions de la part des dirigeants politiques de l'opposition- peronistes et radicaux- qui dans une déclaration conjointe ont fait connaître leur plus "profonde indignation" à la présence d'un militaire d'une armée répressive, accusée à plusieurs reprises de génocide.

De leur côté, les jeunesses peronistes, communistes, socialistes populaires, socialistes unifiées et intransigeantes ont qualifiée l'invitation du militaire salvadorien comme une manifestation de la "politique anti-nationale et anti-populaire" développée par le gouvernement militaire. Ces dernières ont exhorté l'opinion publique à empêcher que l'Argentine devienne le fer de lance des plans destabilisateurs et interventionnistes de l'imperialisme en Amérique Centrale.

En même temps, la Ligue Argentine pour les Droits de l'Homme a dénoncé que le colonel Salvadorien souhaitait arriver à un accord " pour que les jeunes Argentins soient envoyés à tuer et sûrement à mourir au Salvador". L'organisme humanitaire a également exprimé dans un document le "sentiment d'indignation qui leur inspire l'arrivée d'un membre de l'armée d'un gouvernement qui a instauré une repression sauvage".

Suite à la dénonciation des crimes commis par le régime militaire démocrate-chrétien "qu'il a déjà atteint le nombre de 30 mil morts en deux ans", le document laisse entrevoir la possibilité que la "junte militaire Argentine donne un appui économique et politique au gouvernement salvadorien".

De ce fait, la Ligue humanitaire Argentine s'interroge sur le fait que "les autorités argentines soient disponibles à engager des composants de nos forces armées dans cette politique répressive en accordant ainsi un soutien considérable à un gouvernement répudié internationalement". L'organisme humanitaire rappelle qu'un appui militaire Argentin à la junte salvadorienne va à l'encontre des postulats de non-intervention brandis par le régime local et cela impliquera participer à la plus violente violation des Droits de l'Homme au Salvador.

Plusieurs dénonciations au niveau international coïncident sur le fait que l'Argentine participera dans un plan d'action nord-américain destiné à fournir une force militaire au Salvador et avec le but prémédité de destabiliser le gouvernement révolutionnaire du Nicaragua, ainsi que d'infiltrer les troupes Argentines au niveau de l'Amérique Centrale.

A Buenos Aires, l'hebdomadaire "Somos" a révélé la participation de conseillers militaires argentins au Salvador. Ainsi, selon des sources bien informées il assure que 15 officiers retraités de l'armée sont venus en aide du régime militaire salvadorien.

Cette révélation vient à la suite d'un démenti de la Chancellerie Argentine à des versions selon lesquelles le gouvernement de Buenos Aires envisageait s'intégrer à un plan dénomé Charlie, avec d'autres pays latino américains alliés des Etats-Unis, pour intervenir en Amérique Centrale.

Selon l'hebdomadaire "Somos" ces officiers auraient appartenu au corps spécial de lutte anti-guerilla (CONIN) de l'armée Argentine. La version du "Plan Charlie" révélée par la revue "Newsweek" et reprise à Buenos Aires par le quotidien "Clarín" a provoqué la réaction du journal "Buenos Aires Herald" qui a dit que "l'Argentine semble se rapprocher lentement de la sanglante région d'Amérique Centrale, tout en s'aligneant sur des régimes d'extrême droite". A cela s'ajoute la présence du colonel Salvadorien Flores Lima décoré par son collègue argentin, le général José Vaquero, qui a exprimé que l'armée Argentine prêterait une assistance au Salvador dans la mesure su possible. L'Argentine a accordée jusqu'à présent une aide économique à la junte salvadorienne estimée officiellement à 65 millions de dollars. Récemment, les autorités argentines ont ratifié l'intention d'envoyer des observateurs aux prochaines élections au Salvador "tout en se gardant de ne pas investir la représentation du gouvernement argentin", selon a pu l'indiquer un communiqué de la Chancellerie.

SOLIDARITE DANS LE MONDE

Le Comité de Solidarité avec le peuple d'El Salvador des Etats-Unis organisera une grande manifestation à Washington le 27 Mars, a déclaré Mario Saldado, membre du conseil de coordination de ce comité. Il a indiqué qu'ils manifesteront contre la violation des droits de l'homme au Salvador et contre le soutien que l'Administration Reagan apporte à la junte militaire de ce pays. A Stockholm, le compositeur grec, Mikis Theodorakis, a dédié à la lutte du peuple salvadorien une de ses présentations dans la salle "Concert Huset" dans laquelle il a interprété une composition intitulé "Chant General" inspiré du poète chilien Pablo Neruda. Dans la capitale Hollandaise plus de 5.000 personnes ont manifesté pour protester contre l'aide nord-américaine au régime salvadorien et contre sa transformation dans "Un nouveau Vietnam". A Helsinki, le conseil de l'Union Démocratique du peuple Finlandais a dénoncé l'augmentation de l'aide militaire et économique des Etats-Unis au Salvador. A Bruxelles l'Ambassade de l'Honduras a été occupée pacifiquement le 23 Février par les membres du Comité de Solidarité avec le Peuple Salvadorien qui ont demandé au gouvernement de Tegucigalpa une enquête sur la disparition de treize réfugiés salvadoriens, survenu le 22 Avril 1981. Ils ont protesté aussi contre l'organisation par le gouvernement Hondurien de véritables camps de concentration pour les réfugiés salvadoriens à l'intérieur du pays, en souhaitant que ce pays reste neutre aux affaires intérieures du Salvador.

DERNIERE MINUTE

Le Congrès des Etats-Unis a recommandé le 2 Mars à Ronald Reagan de promouvoir des discussions sans conditions entre les parties en guerre au Salvador avant les élections du 28 Mars. Le vote a été acquis, à la quasi-unanimité par 396 voix contre 3. Le Département d'Etat a fait savoir le 2 Mars "que les Etats-Unis encourageront l'ouverture des négociations avec les éléments démocratiques de l'opposition armée". Les négociations, selon cette source officielle, aurait lieu après les élections du 28 Mars. Le président Mexicain Lopez Portillo a annoncé qu'une conférence de ministres des Affaires Etrangères des Etats-Unis, Mexique, Venezuela

et Canada aura lieu les 14 et 15 Mars à New York. Cette Conférence va étudier la proposition de médiation émise à Managua le 21 Février par le Président Mexicain.

A Washington, le secrétaire à la Défense, Caspar Weiberger, a admis, devant une sous-commission du Congrès, que des négociations secrètes étaient actuellement menées avec certains pays du bassin des Caraïbes pour trouver de nouvelles "facilités militaires". Le Honduras et la Colombie pourraient être parmi les pays concernés.

NOUS AVONS BESOIN DE VOTRE SOUTIEN FINANCIER

Aidez-nous à payer les dépenses de notre Bulletin de Presse (Papier et timbres) afin d'assurer la continuité de notre travail d'information.

Libellez vos chèques au nom du F.D.R. et envoyez les à Mr. Armijo

81-83 rue de la Verrerie,
75004 PARIS